



Union interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.



Hosted by the
World Health Organization

Maîtriser la désinformation en matière de santé à l'ère de l'IA

8 décembre 2025, 13 h 30-14 h 30 (HNEC, heure de Genève)

RÉSUMÉ

Le webinaire a été organisé par l'Union interparlementaire (UIP) et le Partenariat pour la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant (PMNCH) afin de réunir des parlementaires, des experts et des représentants de la société civile, dans le but de sensibiliser à la manière dont les fausses informations influencent l'accès à la santé sexuelle et procréative et droits connexes et à d'autres services de santé essentiels ; d'examiner la manière dont l'intelligence artificielle (IA), si elle n'est pas contrôlée, peut contribuer aux fausses informations, et comment elle peut être mise à profit pour lutter contre celles-ci ; et de favoriser le dialogue sur les bonnes pratiques pour lutter contre les fausses informations, notamment par une meilleure utilisation et une meilleure réglementation de l'IA. Le webinaire a réuni 214 participants de 69 pays.

Le webinaire était modéré par Mme K. Touré (PMNCH). Celle-ci a mis en avant les temps forts de l'effet dévastateur des fausses informations sur les résultats en matière de santé, particulièrement visible pendant la pandémie de COVID-19, et la manière dont elles perturbent les comportements favorables à la santé, influencent les politiques et sapent la confiance entre les personnes et les systèmes de santé. Elle a souligné les risques accrus pour les femmes, les enfants et les adolescents, notamment en ce qui concerne la santé reproductive, la vaccination et les questions liées à la stigmatisation. L'essor de l'IA générative a amplifié à la fois les risques et les opportunités en accélérant et en adaptant la diffusion de contenus trompeurs.

Mme A. Blagojevic et M. A. Richardson (UIP) ont présenté les efforts actuellement déployés par l'UIP pour faire face à l'IA et à sa gouvernance. Ils se sont référés à la résolution adoptée par l'UIP en octobre 2024, qui exhorte les parlements à donner la priorité aux débats liés à l'IA. En novembre 2025, une conférence mondiale sur le rôle du parlement dans l'élaboration d'une IA responsable a réuni plus de 200 participants afin d'examiner les risques et les opportunités liés à l'IA. L'une des principales recommandations issues de cette réunion a été d'établir des règles communes pour l'utilisation de l'IA dans la vie politique, en particulier en ce qui concerne les fausses informations, la violence sexiste et les campagnes électorales.

Le Dr M. Benasayag (philosophe et psychanalyste) a présenté un exposé spécialisé expliquant la difficulté de discerner la vérité dans un environnement saturé d'informations. Il a souligné que les faits ne parvenaient souvent pas à pénétrer les systèmes de convictions des individus, créant une résistance même à des interventions bien intentionnées et fondées sur des données probantes. Les expériences en Afrique et en Amérique latine ont montré que les arguments rationnels seuls pouvaient susciter la méfiance lorsqu'ils étaient perçus comme coloniaux ou déconnectés des réalités locales. Il a fait valoir qu'une communication efficace doit respecter les convictions de la population locale et utiliser des méthodes narratives moins hiérarchiques et plus accessibles. Pour lutter contre les fausses informations, il est nécessaire de comprendre comment les individus traitent les informations sur le plan émotionnel et culturel.

Le Dr S. Jaiswal (Inde) a souligné les contributions transformatrices de l'IA au diagnostic médical, aux soins personnalisés et à la recherche. Il a noté que l'Inde était confrontée à des fausses informations généralisées dans des domaines tels que le cancer, les vaccins et la santé reproductive, qui ont fait le jeu des réseaux sociaux. L'unité de vérification des faits du Gouvernement est désormais habilitée à signaler les contenus erronés. Une fois signalés, les plateformes doivent supprimer ou qualifier les messages inexacts. Le Dr Jaiswal a souligné la nécessité d'une coopération mondiale pour garantir

que l'IA favorise la vérité plutôt que la confusion. Il a appelé à l'adoption de lois strictes pour lutter contre les contenus trafiqués et les fausses informations générées par l'IA.

Mme O. Onuoha (MSI Nigéria) a souligné les temps forts du travail accompli par MSI pour garantir aux femmes l'accès à des informations précises sur la santé reproductive, en accord avec leurs convictions et leurs préoccupations. Elle a noté que l'IA pouvait améliorer la prestation de services, par exemple grâce à des chatbots fournissant des conseils fiables. Cependant, elle a également souligné que l'IA pouvait amplifier les discours néfastes si les algorithmes étaient mal utilisés ou manipulés. Ces messages négatifs pourraient dissuader les femmes de recourir à des services essentiels. Pour contrer cela, il est important de travailler avec des plateformes locales et mondiales afin de prévenir les contenus néfastes et de protéger les utilisateurs contre les fausses informations.

Mme Å. Nihlén (OMS) a présenté les conclusions d'une étude sur l'effet des fausses informations en matière de santé sexuelle et reproductive sur les droits de l'homme. Au niveau individuel, les fausses informations réduisent les capacités d'action des personnes et aggravent les inégalités numériques. Au niveau de la population locale, elles favorisent la stigmatisation, la discrimination et le harcèlement des défenseurs des droits sexuels et reproductifs. Les professionnels de santé eux-mêmes peuvent être victimes de fausses informations, ce qui réduit la qualité des soins et influence les politiques néfastes. Mme Nihlén a souligné que pour rétablir la confiance, il fallait adopter des approches innovantes, et pas seulement vérifier les faits. Pour être efficaces, les réponses doivent tenir compte de la confiance, de l'accès et de la culture numérique.

Mme F. Onori (Assemblée parlementaire de l'OSCE) a abordé les implications régionales en matière de sécurité des fausses informations sur la santé, qui pourraient affaiblir la cohésion sociale et fragiliser les institutions démocratiques. Les femmes, les enfants et les adolescents souffrent de manière disproportionnée des fausses informations sur la contraception, la fertilité et la vaccination. Elle a également souligné les risques croissants pour la santé mentale, les jeunes recherchant de plus en plus un soutien émotionnel auprès des outils d'IA. Elle a expliqué que l'Assemblée parlementaire de l'OSCE s'efforçait de promouvoir une innovation responsable, l'intégrité de l'information et la résilience. Mme Onori a appelé les parlements à veiller à ce que l'IA renforce les systèmes de santé grâce à des audits, à la transparence et au contrôle, et a identifié la coopération avec la société civile comme essentielle pour trouver des solutions fiables et adaptées aux populations locales.

Les intervenants ont ensuite débattu de l'importance de la protection des données. Ils ont souligné la nécessité d'impliquer les dirigeants locaux et religieux dans l'examen et la diffusion des contenus afin de créer une appropriation locale fiable. Parmi les principaux moteurs structurels à l'origine des fausses informations, ils ont identifié les algorithmes des plateformes, les pratiques commerciales trompeuses, les discours politiques, la stigmatisation et les faiblesses des systèmes de santé. Enfin, ils ont souligné que la sensibilisation du public restait essentielle et que les parlementaires pouvaient utiliser leurs tribunes non seulement pour légiférer, mais aussi pour informer et éduquer le public.